

Unité départementale Aube/Haute-Marne  
14 Rue du Bataillon de Marche 24  
67200 Strasbourg

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **VALAUBIA**

11, Rue Joseph-Marie Jacquard  
ZI des Près de Lyon (Parcelles AM 540 et 542 (ex AM199 B et 525 C))  
10600 LA CHAPELLE ST LUC

Références :

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/04/2022 dans l'établissement VALAUBIA implanté 11, Rue Joseph-Marie Jacquard ZI des Près de Lyon (Parcelles AM 540 et 542 (ex AM199 B et 525 C)) 10600 LA CHAPELLE ST LUC. L'inspection a été annoncée le 11/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VALAUBIA
- 11, Rue Joseph-Marie Jacquard ZI des Près de Lyon (Parcelles AM 540 et 542 (ex AM199 B et 525 C)) 10600 LA CHAPELLE ST LUC
- Code AIOT dans GUN : 0003012687
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

VALAUBIA est une unité de valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Rejets atmosphériques
- Surveillance environnementale

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Condition générale de rejet	Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 3.2.3	/	Sans objet
Valeurs limites de concentration dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 3.2.4.2	/	Sans objet
Valeurs limites de concentration dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 3.2.6	/	Sans objet
Conditions de respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 3.2.5	/	Sans objet
Auto surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 9.2.2.1	/	Sans objet
Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 9.2.1	/	Sans objet
Obligation de surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 9.2.5	/	Sans objet
Résultat surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 9.2.5	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points contrôlés lors de la visite d'inspection sont conformes à la réglementation.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Condition générale de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractérisitques de la cheminée
<b>Prescription contrôlée :</b> Le tableau suivant identifie les différentes émissions canalisées et fixe les conditions générales de fonctionnement : -une cheminée d'une hauteur de 42 m par rapport au sol. Le débit nominal 49 281 m3/h La vitesse d'éjection des gaz en marche continue doit être au moins égale à 12 m/s.
<b>Constats :</b> Les rapports d'autocontrôle du laboratoire pour l'année 2021 mentionnent : - des vitesses de 17 m/s ; - des débits de 50 000 m³/h.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Valeurs limites de concentration dans les rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 3.2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, valeur limite d'émission concentration
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour la poussière : Moyenne journalière 5 mg/ m <sup>3</sup> , moyenne demi-horaire : 30mg/ m3,  Pour les Sox : Moyenne journalière 5 mg/ m <sup>3</sup> , moyenne demi-horaire : 20mg/ m3,  Pour le Nox: Moyenne journalière 50 mg/ m <sup>3</sup> , moyenne demi-horaire : 400g/ m3,  Pour les HCl : Moyenne journalière 7 mg/ m <sup>3</sup> , moyenne demi-horaire : 20mg/ m3,
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport d'autosurveillance du laboratoire de contrôle en date du 25 et 26 octobre 2021. les mesures d'autosurveillance sont les suivantes : Nox : 38,39 mg/Nm <sup>3</sup> Sox : 3,48 mg/Nm <sup>3</sup> Hcl : 6,97 mg/Nm <sup>3</sup> Poussière : 0,090 mg/Nm <sup>3</sup>  Les mesures continues fournies par l'exploitant en date du 5 avril 2022 ne montrent pas de dépassements.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Valeurs limites de concentration dans les rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 3.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, valeur limite d'émission les flux
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour la poussière: flux journalier 5,91 kg/j,  Pour les Sox : flux journalier 17,74 kg/j,  Pour le Nox: flux journalier 59,14 kg/j,  Pour les HCl : Flux journalier 8,28 kg/j,
<b>Constats :</b> Les flux du rapport de contrôle sont calculés en heure. L'exploitant doit donc convertir en jour. Ainsi les mesures calculés sont les suivantes : Nox : 52 kg/j Sox : 2,7 kg/j Hcl : 5 kg/j  L'inspecteur demande à inscrire dans le rapport d'auto surveillance les flux en journalier.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Conditions de respect des VLE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 3.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions
<b>Prescription contrôlée :</b> Les moyennes sur une demi-heure et les moyennes sur dix minutes sont déterminées pendant la période de fonctionnement effectif (à l'exception des phases de démarrage et d'extinction, lorsque aucun déchet n'est incinéré) à partir des valeurs mesurées après soustraction de l'intervalle de confiance à 95 % sur chacune de ces mesures. Cet intervalle de confiance ne doit pas dépasser les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission définies à l'article 3.2.4 : <ul style="list-style-type: none"><li>• Monoxyde de carbone : 10 % ;</li><li>• Dioxyde de soufre : 20 % ;</li><li>• Ammoniac : 40 % ;</li><li>• Dioxyde d'azote : 20 % ;</li><li>• Poussières totales : 30 % ;</li><li>• Carbone organique total : 30 % ;</li><li>• Chlorure d'hydrogène : 40 % ;</li><li>• Fluorure d'hydrogène : 40 %.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection les tableaux des paramètres du logiciel des mesures continues qui montrent le pourcentage d'abattement pour les concentrations. L'exploitant déclare que le calcul du flux (concentration X débit) est réalisé sans l'incertitude prescrite pour les concentrations. Ainsi les valeurs prises pour les concentrations doivent être celles mesurées (sans pourcentage d'incertitude) Lors de la visite, l'inspection a constaté que le flux était calculé avec des concentrations comprenant l'incertitude. L'exploitant doit donc justifier le calcul du flux avec des valeurs mesurées sans pourcentage de certitude pour chaque polluant.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Auto surveillance des émissions atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 9.2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, mesure en continu
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalise la mesure en continu, au conduit n° 1 défini à l'article 3.2.3 du présent arrêté, des substances suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• poussières totales ;</li><li>• substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT) ;</li><li>• chlorure d'hydrogène ;</li><li>• fluorure d'hydrogène ;</li><li>• dioxyde de soufre ;</li><li>• oxydes d'azote ;</li><li>• ammoniac.</li></ul> L'exploitant mesure en continu dans les gaz de combustion : <ul style="list-style-type: none"><li>• le monoxyde de carbone ;</li><li>• l'oxygène ;</li><li>• la vapeur d'eau.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'inspection compare les mesures de l'autosurveillance du bureau de contrôle en date du 25 octobre 2021 pour la ligne 1, essai 2 (14h à 16h) et essai 3 (16h à 18h).  Pour le Nox, pour l'essai 1, le laboratoire de contrôle a mesuré 32 mg/Nm3 (avec abattement). L'exploitant a transmis une moyenne de 33 mg/Nm3 sur la même période mesurée.  Pour l'essai 2, le laboratoire de contrôle a mesuré 31 mg/Nm3 (avec abattement). L'exploitant a transmis une moyenne de 31 mg/Nm3 sur la même période mesurée. L'exploitant respecte la prescription.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Surveillance des rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 9.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Norme en vigueur
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.
<b>Constats :</b> L'exploitant a mis à disposition le QAL 1 des équipements de mesure. L'inspection a bien pris note des éléments. Le QAL 2 a été fait le 11 mai 2021 par un laboratoire de contrôle. Tous les 3 mois le prestataire vérifie la calibration des instruments de mesure, il modifie les coefficients de calibrage au besoin. Ainsi l'exploitant a démontré qu'il réalise des "mesures fiables, répétables et reproductibles", équivalentes à celles à mettre en œuvre dans le cadre du QAL3.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Obligation de surveillance environnementale**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 9.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, surveillance environnementale
<b>Prescription contrôlée :</b> 2 campagnes de mesure avec un délai d'un mois des retombées atmo et 7 jours pour les prélèvements actifs Le « point zéro » de ce plan de surveillance est constitué par les mesures dans l'environnement présentées dans le dossier de demande d'autorisation.  Les points A, B, C, D et E sont définis en annexe.  En cas d'impossibilité d'accès à l'un de ces points, l'exploitant propose au préfet un point alternatif en justifiant sa représentativité
<b>Constats :</b> Les campagnes de mesure ont été réalisées selon la prescription. Une modification a eu lieu entre les deux campagnes de mesure pour les point B et C. Le point A est exposé à l'influence des diffus de l'entreprise MICHELIN. L'exploitant doit justifier la localisation de cette mesure par rapport à l'étude de modélisation.  L'exploitant a informé l'inspection de la réalisation des campagnes de mesure en hiver et en printemps
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : Résultat surveillance environnementale**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 9.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, surveillance environnementale
<b>Prescription contrôlée :</b> Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents choisis par l'exploitant. Les résultats de ce programme de surveillance sont repris dans le rapport prévu à l'article 9.3.2. En fonction des résultats obtenus, l'exploitant peut demander une modification des modalités de surveillance en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b> Pour la campagne de mesure de mai 2021, les prélèvements sous les vents sembleraient être B, C, D. Or les résultats montrent des valeurs pour le point A (situé sur le site Michelin) des valeurs importantes : - dioxine : 3,77 I-TEQ comparé au 1,17 (jauge D, bruit de fond) - Cu : 101,12 ug/m2/J comparé au 24 (jauge C, sous les vents) Les mesures de bruit de fond urbain et industriel, répertoriées dans le document d'accompagnement du Guide sur la surveillance dans l'air autour des installations classées (BRGM 2011) sont les suivantes : - pour les dioxines : entre 0 et 5 I-TEQ - pour le Cu : 7 à 70 ug/m2/J Toutefois, pour conclure à un impact des polluants sur la localisation identifiée, ces valeurs doivent être confirmées à travers plusieurs campagnes. Par ailleurs, la zone de la jauge A est une zone industrielle sans enjeux sanitaires. Les résultats des zones habitées (C, E) ont des valeurs correspondantes au retour d'expérience nationale. D'autre part, le point A étant situé près d'industriel, l'exploitant évoque la possibilité de sources contaminantes pour les dioxines et métaux ne provenant d'autres établissements. L'inspection demande d'identifier les substances traceurs, présentes dans la jauge et de les comparer aux rejets atmosphériques à l'émission pour vérifier la provenance.  Pour la campagne de mesure de décembre 2021, les valeurs du blanc sont les mêmes notamment pour les dioxines et certains métaux. Pour les dioxines, selon le prestataire, les valeurs sont proches du blanc car les mesures calculées sont proches de la quantification minimale. Les mesures semblent montrer peu d'impact sur l'environnement. Le prestataire doit le justifier dans le rapport. En revanche, cette campagne est considérée comme non valable pour les métaux. L'exploitant a refait des mesures en février 2022.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet